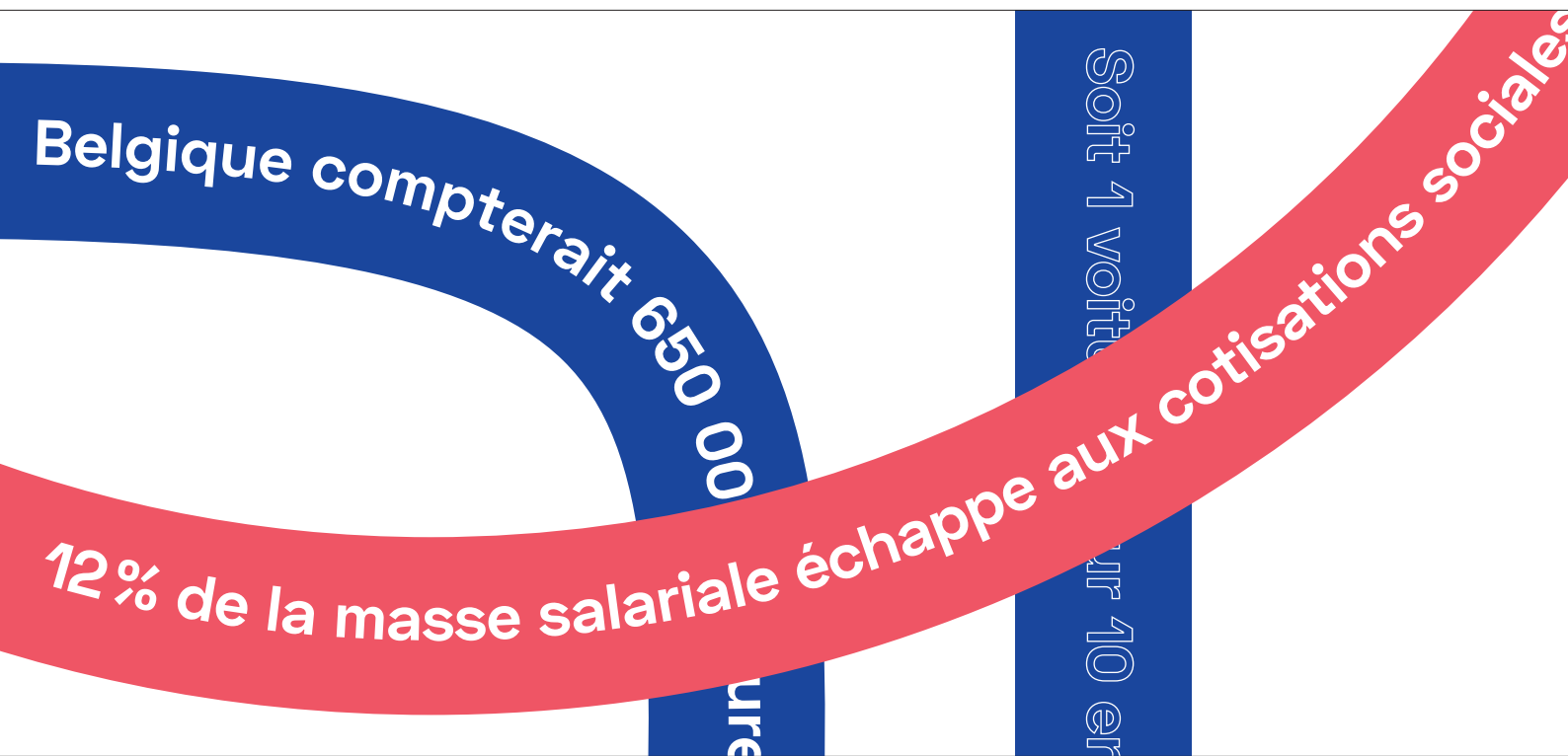
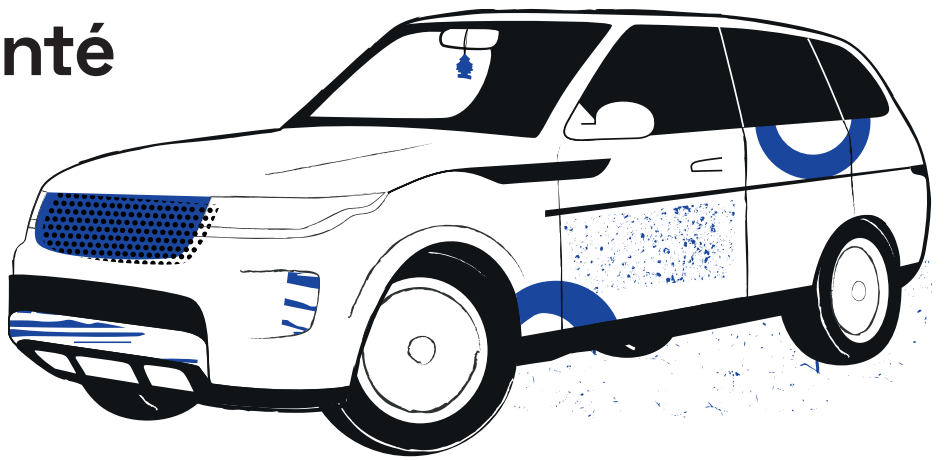


# La voiture-salaire nuit gravement à notre système de santé



Le principe de la voiture de société ou **voiture-salaire** est emblématique des effets indésirables du capitalisme.

Il témoigne, concrètement, de l'interdépendance des menaces qui pèsent aujourd'hui sur nos sociétés, qu'elles soient écologiques, sociales, économiques, politiques ou culturelles.

Notre monde traverse une crise systémique majeure qui accentue la dégradation des écosystèmes, l'aggravation des inégalités sociales et la marchandisation des biens et services.

Dans ce contexte, l'arrêt de la voiture-salaire est une évidence.

La voiture-salaire représente un système coûteux, injuste, polluant et inefficace.

Supprimer la **voiture-salaire**, ce n'est pas la suppression d'un droit. Au contraire, c'est s'assurer que nos droits fondamentaux octroyés via la sécurité sociale et les services publics seront préservés et même déployés.

C'est un changement de paradigme, une autre vision politique, économique et sociale de la société.

Une transformation au cœur de la société, qui doit s'opérer par paliers :

- 1 Supprimer les cartes carburant (le plus nocif pour l'environnement) ;
- 2 Aligner la fiscalité des voitures de société sur celle des salaires ;
- 3 Aligner l'origine fiscale des voitures de société sur celle des voitures privées.

Présence et Action Culturelles est un mouvement écosocialiste d'éducation permanente.

Rue Lambert Crickx 5  
1070 Bruxelles  
02 545 79 11 | info@pac-g.be  
www.pac-g.be



Avec le soutien de



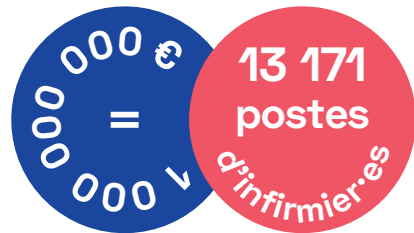
stop-voiture-salaire.be

# Menace sur la sécurité sociale

Lorsqu'un travailleur ou une travailleuse « reçoit » une voiture de société, il ou elle bénéficie d'un avantage en nature. Dans le cas de la voiture-salaire: il-elle bénéficie d'une augmentation salariale convertie par la mise à disposition d'un véhicule pour ses déplacements professionnels et privés, souvent accompagné d'une carte essence. Un package salarial qui, au final, diminue les recettes de l'État – moindres rentrées fiscales – et celles de la Sécurité Sociale, via des réductions de cotisations sociales.

Or les recettes de l'État et de la Sécurité sociale sont les moyens indispensables d'un refinancement des politiques publiques et des régimes d'assurances sociales, singulièrement en ces temps de crise sanitaire, de stagnation des salaires et de manque d'investissement nouveaux dans les soins de santé et les transports publics.

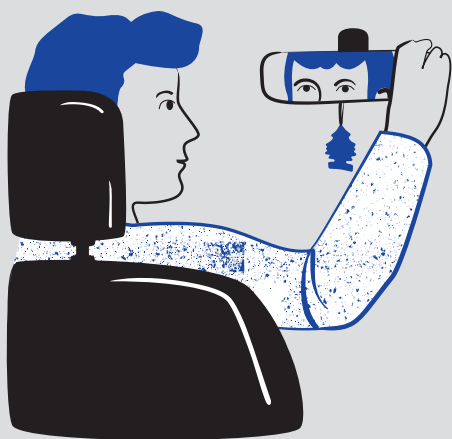
Actuellement, la FGTB fédérale estime que 15 milliards d'euros échappent aux cotisations sociales. On estime qu'un milliard est lié à l'usage des voitures-salaires.



En d'autres mots, la voiture-salaire signifie que:

- l'employeur·euse paie une cotisation sociale patronale réduite: 4 fois moins que sur un salaire.
- l'employé·e ne paie pas de cotisation sociale sur la voiture qu'il ou elle reçoit.
- l'employé·e paie aux impôts un montant sous-évalué par rapport au coût d'une voiture qu'il aurait lui-même payée et entretenue.

## Détérioration de la solidarité



La voiture-salaire profite principalement aux revenus les plus élevés.

Elle bénéficie surtout aux ménages les plus aisés, en réduisant la progressivité de l'impôt pour les plus riches et en amputant les revenus de la collectivité d'importantes ressources au profit principalement des revenus privés des cadres supérieurs, masculins et péri-urbains.

Autrement dit: c'est l'homme, « blanc », aisé, habitant les banlieues aisées, qui en est le premier bénéficiaire.

Or, nous cotisons tous et toutes pour le pot commun et donc les cotisations non payées par certain·es travailleur·euses parmi les plus nanti·es sont assumées par l'ensemble des travailleur·euses.

Nous payons tous et toutes pour les voitures de quelqu'un·es.

## Dégâts sur l'environnement

La voiture-salaire accroît considérablement la congestion automobile sur nos routes, en augmentant le nombre de voiture en circulation. Elle augmente ainsi les impacts environnementaux, en dégradant la qualité de l'air – ce qui affecte la santé humaine – tout en augmentant l'émission de dioxyde de carbone, contribuant au réchauffement du climat. Elle freine en outre les alternatives à la promotion de la multimodalité des transports, tels le co-voiturage, le vélo, le train, le bus, le tram et le métro. La voiture-salaire

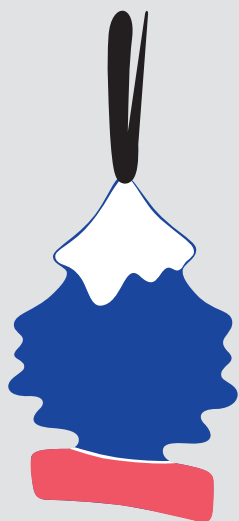
occulte les indispensables reconfigurations à organiser dans le cadre du télétravail mais aussi les insuffisances des liaisons de transports en commun dans les régions rurales et semi-rurales.

La carte essence souvent mise à disposition par l'employeur avec la voiture de société, permet aux travailleur·euses de ne pas payer le carburant de leur voiture-salaire. Au-delà de l'avantage financier important qui échappe encore à l'impôt ou à la cotisation sociale, cette carte est



une invitation à rouler plus que nécessaire. D'une part, on annonce des politiques environnementales qui voudraient taxer les comportements polluants et de l'autre, on maintient un système qui permet aux automobilistes de rouler « pour rien » et donc de polluer encore plus.

## Impacts négatifs sur nos représentations culturelles



La voiture-salaire représente aussi un symbole culturel. En écho à un propos célèbre d'un publicitaire, « si on n'a pas une Rolex à 50 ans, on a raté sa vie », on pourrait affirmer aujourd'hui, « celles et ceux qui ne conduisent pas une voiture de société à 35 ans, sont manifestement passés à côté d'un des avantages de l'existence ».

Ce n'est plus la conductrice ou le conducteur qui fait la voiture mais très exactement le contraire. C'est désormais le véhicule qui définit l'automobiliste. Signe extérieur de richesse et de statut

social abouti, la voiture de société incarne un marqueur culturel illusoire et dangereux car elle symbolise tout à la fois le définancement des comptes publics, l'aggravation des dégradations des écosystèmes et la vaine croyance en une vie plus intense et réussie qui colonise les imaginaires.